



DE LA FIN DES CAP...

Nous en savons un peu plus aujourd'hui sur la cartographie des futures CAP. La volonté affichée de la centrale est de **ne conserver que 18 CAP nationales sur 50 actuellement**, et zéro CAP locales. Un vrai massacre à la tronçonneuse donc mais derrière ce chiffre éloquent, nous avons aussi la fonte du nombre d'élus. Aujourd'hui, ce sont au total 1 740 titulaires en CAP (212 en national, 1 528 en local). Demain, il en restera 98. Évidemment, ce sera quasi mission impossible pour les élus subsistant de traiter tous les dossiers. D'ailleurs Bercy préconise de se concentrer sur des dossiers « emblématiques ». Il y a donc une rupture d'égalité pour la défense des agents. Mais cette éclipse des CAP, c'est aussi beaucoup moins de collègues formés aux arcanes de la vie administrative. Nous pouvons parler de recul gigantesque de la démocratie sociale. Avec des directions toujours plus engoncées dans leurs certitudes, du haut de leurs tours d'ivoire, le fossé va encore se creuser entre ceux qui font et ceux qui décident.

LE FOND DE L'AIR EST BRUN ?

Depuis maintenant plusieurs mois nous constatons un climat politique et social alarmant. S'allier avec l'extrême droite ou reprendre ses idées ne constituent plus un interdit. Les propos et actes racistes et sexistes au travail et dans la vie se propagent. Les attaques contre les libertés et les droits sociaux s'accroissent gravement. Dans ce contexte politique, économique, social et sanitaire, les injustices explosent et génèrent une forte misère sociale. Plusieurs lois liberticides organisent une société autoritaire de surveillance et de contrôle qui invisibiliseront les violences policières, déjà trop importantes. De plus, si certaines de ces lois stigmatisent une partie de la population en raison de sa religion, d'autres en ciblent en raison de leur activité militante.

Si, comme nous, vous en avez marre des surenchères médiatiques et politiques autour des thèmes de la sécurité et du racisme, **venez manifester à Nantes, samedi 12 juin à 11H place du Cirque.**



Dans la foulée, vous pouvez nous rejoindre au camion rouge à **14h00 au miroir d'eau pour la Marche des Fiertés.**

La CGT est de tous les combats contre toutes les

discriminations.



TAUX MINIMUM A MINIMA

Les ministres des Finances des pays du G7 ont annoncé, samedi 5 juin, un accord sur l'objectif d'un taux d'impôt minimal mondial sur les sociétés d'au moins 15 %. Qualifié d'accord « historique » par bon nombre de commentateurs, il est encore loin de répondre aux enjeux de justice fiscale. Un rapport récent de l'Observatoire européen de la fiscalité a démontré qu'avec un taux de 15 %, l'Europe bénéficierait de 48 milliards d'euros de recettes fiscales supplémentaires, contre 170 milliards avec un taux à 25 %. Cependant, en maintenant une répartition du bénéfice mondial quasi-identique (en fonction des sièges sociaux, et non de l'activité réelle), il continuera essentiellement à servir les intérêts des pays riches, alors que ce sont les pays en développement qui sont les principales victimes des montages d'évasion fiscale. Bref il y a encore beaucoup de boulot si on veut neutraliser la concurrence fiscale et combattre l'évasion fiscale.

